

INTERVENTION CDEN DU 14 JUIN

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames, Messieurs,

Pour l'Unsa Education la rentrée 2011 se situe dans un **contexte massif de suppressions d'emplois dans la fonction publique. En quatre ans, de 2008 à 2011, plus de 115 000 postes auront disparu**

Le gouvernement malgré les critiques émanant de ses propres rangs continue la mise en place de la RGPP à marche forcée sans se soucier des conséquences sur les personnels et sur les services publics

L'Education nationale n'échappe pas à cette logique implacable, une logique budgétaire, le gouvernement veut rééquilibrer les comptes de l'Etat sur le dos des fonctionnaires et les profs ne sont pas les derniers à payer leur tribut.

A la rentrée de septembre 16000 départs à la retraite ne seront pas remplacés cela portera le nombre de suppressions de postes à 66000 depuis 2007

Le ministre Luc Chatel a réaffirmé récemment que les suppressions de postes pour cette rentrée seraient maintenues et qu'il mettrait en place un dispositif permettant le recrutement de vacataires par Pôle emploi, étudiants ou jeunes retraités en CDD!

Cette politique de gribouille crée un climat de plus en plus pesant dans nos écoles et établissements. Elle suscite de la colère aussi chez nos collègues et chez les parents qui voient les effectifs par classe augmenter et les conditions de travail se dégrader .

Cette politique frappe tous les personnels et les services administratifs et notamment l'aide administrative aux directeurs d'école avec le non renouvellement des contrats aidés d'aide administrative à la direction d'école malgré une note du ministère aux recteurs leur demandant de rétablir ces contrats : en Gironde, ce sont 202 contrats qui arrivent à terme fin juin et pour lesquels aucun renouvellement n'est prévu

L'Unsa éducation dénonce cette situation qui est préjudiciable pour les personnes et pour le fonctionnement des écoles et alourdit la charge de travail des directeurs

L'Unsa education vous demande Monsieur l'inspecteur d'Académie d'annuler votre note aux écoles et de permettre aux EVS éligibles de pouvoir renouveler leur contrat

J'en viens à maintenant à la préparation de la rentrée

Dans le 1^{er} degré alors que 600 élèves sont attendus à la rentrée la Gironde n'aura pas de nouveaux postes ; il faudra faire avec les moyens du bord alors que ces moyens sont déjà insuffisants !

En maternelle, les enfants de deux ans ne sont pratiquement plus scolarisés et certaines écoles dépassent 32 élèves par classe .Les remplacements dans nos écoles seront de plus en plus problématiques faute de remplaçants.

La situation de la Gironde qui se situe en queue de peloton des départements français en terme de nombre d'élèves par classe et de remplacement va se dégrader encore un peu plus avec au programme fermetures de classes, classes surchargées, remplacements aléatoires, rased insuffisants

D'autant que la poussée démographique liée notamment à un solde migratoire positif de la population sera bien plus importante que celle que vous envisagez

Des lors on peut craindre de voir dans beaucoup de classes de notre département en septembre: des effectifs en hausse. Qui seront les premiers pénalisés: les élèves les plus en difficulté. Pour l'UNSA Education, cela ne pourra que renforcer les logiques sélectives et élitistes

C'est pourquoi, l'Unsa Education demande avec les autres OS et la FCPE un plan de rattrapage de 200 postes pour la rentrée.

Dans le second degré notamment dans les collèges aussi il y a urgence la situation est souvent difficile et on sait que ce sera pire à la rentrée

Face a cette situation l'Unsa Education lance un appel national avec 4 exigences essentielles :

Moratoire sur le suppressions de postes prévues à la rentrée 2011

Diminution des effectifs par classe et rétablissement des crédits d'Etat (LOLF), des fonds sociaux et des projets d'établissements

Moyens de mettre en place des groupes à effectifs réduits

Arrêt de la multiplication des services partagés et de l'avalanche d'heures supplémentaires imposées

Avec la dégradation des conditions de travail c'est la mission essentielle du collège , amener tous les élèves à la maitrise du socle commun qui est remise en cause

A ce sujet, à coté des déclarations officielles sur le tronc commun, les dernières propositions sur l'accès avancé à 14 ans et plus à 15 ans révolus au DIMA (dispositif d'initiation aux métiers en alternance) dans les collèges ne peuvent que nous inquiéter

Pour l' UNSA Education, il est plus que temps d'arrêter cette politique et de retrouver le chemin d'une véritable ambition pour l'Ecole Publique

C'est pourquoi elle organisera avec les autres fédérations syndicales de l'Education une journée de grève le 27 septembre prochain.

Pour l'Unsa education

Philippe Despujols